



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**



Distr.
GENERALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/60/15
19 mars 2010

FRANÇAIS
ORIGINAL: ANGLAIS

COMITE EXECUTIF
DU FONDS MULTILATERAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTREAL
Soixantième réunion
Montréal, 12 - 15 avril 2010

APERÇU DES QUESTIONS SOULEVÉES PENDANT L'EXAMEN DES PROJETS

Introduction

1. Le présent document comprend les sections suivantes :
 - a) Analyse du nombre de projets et activités proposés par les agences bilatérales et d'exécution à la 60^e réunion;
 - b) Questions d'orientation soulevées pendant l'examen des projets (incluant des projets soumis à la 60^e réunion qui ne figurent pas dans les plans d'activités ou qui ne sont pas requis pour la conformité);
 - c) Projets et activités proposés pour approbation générale;
 - d) Projets d'investissement soumis pour examen individuel.

Projets et activités proposés par les agences bilatérales et d'exécution

2. Les agences bilatérales et d'exécution ont proposé 102 demandes de financement, incluant de nouveaux accords pluriannuels, des tranches d'accords pluriannuels approuvés ainsi que des projets et activités s'élevant à 55 684 552 \$US, tel que présenté, y compris les coûts d'appui des agences, le cas échéant. Suite à l'examen du Secrétariat, 48 projets et activités s'élevant à 8 129 123 \$US sont recommandés pour approbation générale; 40 projets et activités s'élevant à 40 464 688 \$US sont transmis pour examen au Comité exécutif et 14 projets et activités s'élevant à 5 276 332 \$US ont été retirés par les agences concernées. Le Secrétariat recommande de ne pas approuver 3 projets du programme de travail du PNUE s'élevant à 791 000 \$US (tel que présenté). Au moment de préparer ce document, quatre projets (deux en Chine, un en Jordanie et un au Mexique s'élevant à 13 424 592 \$US, tel que présenté) faisaient encore l'objet de discussions avec les agences d'exécution concernées. Si aucun accord n'est intervenu sur le niveau de financement deux semaines avant la 60^e réunion, ces projets seront reportés à une prochaine réunion, tel que requis par la décision 20/15.¹

Questions d'orientation soulevées pendant l'examen des projets

3. Le Secrétariat a recensé les questions d'orientation suivantes pendant l'examen des projets :
 - a) Projets soumis à la 60^e réunion qui ne figurent pas dans les plans d'activités ou qui ne sont pas requis pour la conformité;
 - b) Financement du renouvellement des projets de renforcement des institutions;
 - c) Tranches finales de plans d'élimination des SAO qui ne sont pas présentées à la 60^e réunion;
 - d) Projets d'élimination des HCFC avec une demande de financement supérieure à 5 millions \$US;
 - e) Projets d'élimination des HCFC dans les entreprises de réfrigération domestique et commerciale.

¹ "Qu'aucune proposition de projet ne devrait être soumise au Comité exécutif tant qu'un accord n'est pas intervenu entre l'agence d'exécution et le Secrétariat sur le coût des biens d'investissement et les coûts d'exploitation nécessaires à la mise en œuvre du projet. Si aucun accord n'est intervenu, la raison profonde du désaccord devrait être présentée au Comité exécutif pour qu'il l'étudie avant d'examiner le projet lui-même."

Projets soumis à la 60^e réunion qui ne figurent pas dans les plans d'activités ou qui ne sont pas requis pour la conformité

4. Les agences d'exécution ont proposé à la 60^e réunion des activités d'une valeur de 2 249 550 \$US qui ne figurent pas dans les plans d'activités de 2010. Des projets qui dépassent de 13 826 934 \$US les montants inscrits dans les plans d'activités et des projets dont la valeur est inférieure de 1 713 400 \$US aux montants inscrits dans les plans d'activités ont aussi été présentés. Au total, le Comité exécutif se retrouve avec un dépassement net de 14 363 084 \$US des montants inscrits dans les plans d'activités présentés à la même réunion durant laquelle ces plans d'activités sont soumis pour examen.

5. Le plus gros montant pour des activités proposées à la 60^e réunion qui ne figurent pas dans les plans d'activités résulte de la présentation par la France d'un projet de démonstration sur la destruction des SAO indésirables au Mexique, s'élevant à 1,12 millions \$US. Les autres activités qui ne figurent pas dans les plans d'activités concernent les tranches finales de quelques PNE/PGEF dont le dépôt était prévu après 2010 et la préparation de projet pour des activités de destruction des SAO et des PGEH (tableau 1).

Tableau 1. Activités proposées à la 60^e réunion qui ne figurent pas dans les plans d'activités

Pays	Agence	Secteur / Sous-secteur	\$US demandés à la 60 ^e réunion (*)	Remarques
Bangladesh	PNUE	Plan national d'élimination des SAO (sixième tranche)	25 425	Les plans d'activités de 2010 incluait une demande de fonds pour la cinquième tranche seulement.
Bangladesh	PNUD	Plan national d'élimination des SAO (sixième et septième tranches)	118 250	Les plans d'activités de 2010 incluait une demande de fonds pour la cinquième tranche seulement.
Équateur	ONUDI	Activités d'investissement pour préparer l'élimination des HCFC (secteur de fabrication des mousses)	64 500	
Égypte	ONUDI	Plan national d'élimination des CFC (cinquième tranche)	107 500	Le plan d'activités de 2010 incluait une demande de fonds pour la quatrième tranche seulement
Égypte	ONUDI	Préparation d'un projet pilote de démonstration sur la gestion et la destruction des déchets à base de SAO	64 500	
Inde	PNUD	Préparation d'un projet de démonstration sur un modèle technologique, financier et administratif durable pour la destruction des SAO.	86 000	
Jordanie	BIRD	Préparation du projet pour le plan sectoriel sur les HCFC dans la réfrigération (commerciale)	32 250	
Maldives	PNUD	Plan de gestion de l'élimination des HCFC	400 000	
Mexique	France	Projet de démonstration sur la destruction des SAO indésirables (phase I)	1 120 000	
Nigeria	ONUDI	Préparation d'un projet pilote de démonstration sur la gestion et la destruction des déchets à base de SAO	64 500	
Serbie	ONUDI	Plan national d'élimination des CFC (cinquième tranche)	75 250	Le plan d'activités de 2010 incluait une demande de fonds pour la quatrième tranche seulement
Somalie	ONUDI	Préparation d'un plan de gestion de l'élimination des HCFC	91 375	

(*) Incluant les coûts d'appui des agences

6. Les agences bilatérales et d'exécution ont aussi présenté dans leurs plans d'activités plusieurs activités qui ne sont pas requises pour la conformité, comme l'indique le tableau 2. Dans son programme de travail, le PNUE a inclus plusieurs activités qui ne sont pas requises pour la conformité et qui n'ont pas été examinées préalablement par le Comité exécutif. Le Secrétariat a demandé au PNUE de retirer ces activités des demandes de financement contenues dans son programme de travail pour permettre au Comité exécutif de les examiner d'abord dans le plan d'activités du PNUE; toutefois, le PNUE n'a pas retiré toutes les activités mentionnées par le Secrétariat.

Tableau 2. Activités proposées à la 60^e réunion qui ne sont pas requises pour la conformité

Pays	Agence	Projet	\$US dans les plans d'activités de 2010 (*)	\$US demandés à la 60 ^e réunion (*)
Mexique	ONUDI	Projet de démonstration sur la destruction des SAO	1 064 250	1 852 225
Région: ASP	PNUE	Assistance technique pour les pays producteurs d'inhalateurs à doseur dans la région ASP, en vue de l'utilisation des CFC pour des propositions d'utilisation essentielle en 2010-2012	150 000	169 500
Région: ASP	PNUE	Réseautage régional d'exécution pour améliorer le respect des accords multilatéraux sur l'environnement comprenant des restrictions commerciales (Protocole de Montréal; Conventions de Rotterdam, Stockholm et Bâle) (demande de financement pour la composante ozone)	1 006 830	372 900
Région: ECA	PNUE	Amorcer la coopération régionale pour appliquer la réglementation du commerce des SAO en Europe et dans les pays du réseau de l'Asie centrale (seconde tranche)	32 000	31 075
Région: EUR	République tchèque	Amorcer la coopération régionale pour appliquer la réglementation du commerce des SAO dans les pays du réseau ECA (mise en œuvre conjointe avec le PNUE)	91 000	90 965
Mondial	Italie	Élimination des HCFC + destruction des SAO indésirables	361 600	361 600
Mondial	PNUE	Étude techno-économique sur les avantages coûts-bénéfices de sauter l'étape des solutions de remplacement des HFC à fort PRG, pour aller vers des solutions de remplacement à PRG faible ou nul	226 000	226 000
Mondial	PNUE	Dattes/Centre d'assistance pour le bromure de méthyle	395 000	395 500
Mondial	PNUD	Mobilisation de ressources pour traiter des avantages climatiques connexes, avec les HCFC	269 000	268 750
Mondial	PNUD	Mobilisation de ressources pour traiter des avantages climatiques connexes, avec les HCFC	269 000	268 750
Mondial	ONUDI	Mobilisation de fonds pour des avantages climatiques supplémentaires	322 500	322 500
Mondial	ONUDI	Mobilisation de fonds pour des avantages climatiques supplémentaires	322 500	322 500
Mondial	Banque mondiale	Mobilisation de ressources pour les avantages connexes de l'élimination des HCFC	269 000	268 750
Mondial	Banque mondiale	Mobilisation de ressources pour les avantages connexes de l'élimination des HCFC	269 000	268 750

(*) Incluant les coûts d'appui des agences

7. Il convient de noter que les agences ont été priées de soumettre leurs plans d'activités deux fois seulement, une fois en vue de la réunion de coordination inter-agences et puis à la date de présentation. Aucun autre ajout n'a été accepté après la date de présentation. Toutefois, on ne s'attendrait pas à ce que des activités qui figurent dans les plans d'activités soient omises ou proposées avec des montants supérieurs à ceux inscrits dans les plans d'activités soumis à la même réunion.

8. Les membres se souviennent peut-être que les agences soumettaient des projets de plans d'activités à l'époque du Sous-comité de l'évaluation, de la surveillance et des finances mais depuis la dissolution du Sous-comité, le Comité examine seulement un plan d'activités par an. Les plans d'activités dépassent l'affectation restante pour la période triennale et sont donc surveillés à chaque réunion suivant leur approbation, mais pas à la réunion même de leur approbation car on supposait que les plans d'activités des agences refléteraient les propositions faites à la même réunion. En l'absence d'un projet de plan d'activités, le Comité n'est pas en mesure d'émettre un avis sur les activités prévues avant de recevoir leurs demandes de financement.

9. Pour s'assurer que les plans d'activités reflètent les propositions faites à la même réunion et permettre au Comité un premier examen d'une activité nouvelle dans un plan d'activités avant la présentation d'une demande de financement, le Comité exécutif pourrait demander que l'examen d'activités proposées à la même réunion que l'examen des plans d'activités, soit reporté à une réunion ultérieure si : elles ne sont pas incluses dans les plans d'activités; elles sont présentées avec une valeur supérieure à celle inscrite dans les plans d'activités ou s'il s'agit d'activités qui ne sont pas requises pour la conformité et qui n'ont pas été examinées préalablement par le Comité exécutif.

Financement du renouvellement des projets de renforcement des institutions

10. En réponse à la décision 53/39, le Secrétariat a présenté, dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/57/63, une analyse sur les projets de renforcement des institutions (RI) et les options pour le financement de ces projets après 2010. À sa 57^e réunion, le Comité exécutif a décidé d'examiner le document dans le cadre des questions de politiques en suspens concernant l'élimination des HCFC. Bien que le Comité n'ait pas été en mesure d'avoir une discussion substantielle sur le financement des projets de RI, il a décidé à sa 59^e réunion "a) de prolonger le soutien financier pour le RI dans les pays visés à l'article 5 au-delà de 2010, plus particulièrement jusqu'en décembre 2011, et b) de laisser les pays visés à l'article 5 proposer leurs projets de RI en tant que projets autonomes ou dans le cadre de leurs plans de gestion de l'élimination des HCFC" (décision 59/47).

11. Le financement du renouvellement des projets de RI, présenté à la 60^e réunion, a été demandé conformément à la décision 59/47 sauf pour les trois cas suivants : renouvellement des projets de RI pour la Mongolie et Nauru (présenté par le PNUE) qui contient une demande d'augmentation de 10 pour cent des niveaux de financement pour tenir compte des travaux supplémentaires reliés aux avantages pour l'ozone et le climat. Le troisième cas concerne le renouvellement du projet de RI pour l'ex-République yougoslave de Macédoine comme une composante de son PGEH (présenté par l'ONUDI).

12. Pour le renouvellement des projets de RI en Mongolie et à Nauru, le Secrétariat a souligné qu'une augmentation arbitraire de 10 pour cent du niveau de financement ne correspondait pas aux lignes directrices actuelles sur le financement de tels projets et que le financement ne pourrait être prolongé que jusqu'en décembre 2011. Par la suite, le PNUE a représenté les deux propositions selon la décision 59/47. Pour le renouvellement du projet de RI dans l'ex-République yougoslave de Macédoine, les paragraphes a) et b) de la décision 59/47 s'excluent mutuellement, étant donné que la demande de financement de la mise en œuvre des activités proposées dans le PGEH (incluant le RI) va jusqu'en 2015. Toutefois, à la lumière de la décision 59/47a), le financement du volet RI ne pourrait être approuvé que jusqu'en décembre 2011.

13. Lors de ses délibérations sur les questions présentées dans ce document, le Comité exécutif pourrait prendre note de la conclusion de l'analyse, contenue dans le document mentionné ci-dessus sur les options de financement des projets de RI après 2010, à savoir que le financement des projets de RI doit continuer de garantir la réalisation durable de tous les objectifs d'élimination (y compris les HCFC et d'éventuels HFC futurs). Ce document traite aussi de la nécessité d'inclure des indicateurs d'efficacité dans les demandes pour les projets de renouvellement du RI et d'élaborer de nouveaux formats de rapports.

14. Par conséquent, le Comité exécutif pourrait envisager :

- a) Prolonger l'échéance actuelle de décembre 2011 pour le financement du renouvellement des projets de renforcement des institutions aux niveaux actuels jusqu'à la période habituelle de renouvellement de deux ans;
- b) Demander aux agences bilatérales et d'exécution, selon le cas, d'inclure dans la demande de renouvellement des projets de RI, les indicateurs suivants :
 - i) l'existence de mesures efficaces pour réglementer les importations de HCFC, comme condition de l'approbation complète pour deux ans des demandes de renouvellement du financement du RI pour tous les projets présentés après la fin de 2011;
 - ii) la fixation d'un objectif pour l'élaboration de mesures destinées à garantir la pérennité à long terme des activités de surveillance, d'application et de rapport, sans le soutien continu du financement du RI, avec des indicateurs de la réalisation progressive de cet objectif;
- c) Demander au Secrétariat de terminer le travail sur les objectifs, les indicateurs et les formats afin que les résultats puissent s'appliquer aux demandes de renouvellement des projets de renforcement des institutions qui seront présentés à partir du début de 2011;
- d) Demander aussi au Secrétariat d'envisager inscrire un autre examen du financement du renouvellement des projets de RI à l'ordre du jour d'une prochaine réunion du Comité exécutif.

Tranches finales de plans d'élimination des SAO qui ne sont pas présentées à la 60^e réunion

15. Les accords conclus entre les pays visés à l'article 5 et le Comité exécutif pour l'élimination des SAO incluent un calendrier d'élimination pour chaque SAO couverte par l'accord, avec un niveau de financement correspondant approuvé, en principe, par le Comité exécutif. Dans tous les accords, le financement total est réparti en tranches tout au long de la période d'élimination et la dernière tranche de financement doit être demandée entre 2007 et 2009 (à l'exclusion du bromure de méthyle dont la date d'élimination est le 1^{er} janvier 2015).

16. Des demandes d'approbation des tranches finales des PNE ou des PGEF, s'élevant à 2 338 800 \$US, plus 228 390 \$US pour les coûts d'appui des agences, ont été présentées à la 60^e réunion par 15 pays visés à l'article 5 (Bangladesh, Botswana, Chili, Congo, Égypte, Guinée, Guinée-Bissau, Kirghizstan, Nicaragua, Paraguay, Serbie, Thaïlande, Uruguay, Yémen et Zimbabwe). Les principales raisons des retards dans la présentation des tranches étaient les suivantes : la lenteur du taux de décaissement du financement approuvé pour les tranches précédentes quoique certaines activités comme les programmes de formation ou la sensibilisation et les activités de diffusion aient été mises en œuvre;

les circonstances intérieures prévalant dans certains pays visés à l'article 5 ont entravé les déplacements des experts nationaux et internationaux et la distribution d'équipements; des retards dans la mise à jour des règlements sur les SAO; des retards dans la fourniture d'équipements et leur distribution aux techniciens ou aux centres de formation.

17. Lors de l'examen des demandes pour les dernières tranches des PNE et des PGEF présentées à la 60^e réunion, il a été proposé aux agences bilatérales et d'exécution d'envisager une révision des programmes de travail associés à ces dernières tranches pour inclure non seulement des activités qui maintiendront une consommation nulle de CFC mais qui faciliteront aussi l'élimination des HCFC. Cette proposition a été faite compte tenu du fait qu'à partir du 1^{er} janvier 2010 il n'y aura plus d'importations de CFC et en tenant compte du nombre d'agents de douane et de techniciens formés ainsi que du réseau de récupération/recyclage et des programmes incitatifs en place pour la reconversion des équipements à base de CFC. En outre, le financement de la préparation des PGEH a été approuvé pour la majorité des pays visés à l'article 5. Les réponses des agences bilatérales et d'exécution à cette proposition sont résumées dans le document de proposition de projet du pays concerné.

18. En plus des demandes présentées à la 60^e réunion, il reste encore à présenter les tranches finales de PNE ou de PGEF dans 20 pays visés à l'article 5 dont la liste figure au tableau 3, avec un coût total de 1 894 045 \$US et 169 754 \$US pour les coûts d'appui des agences.

Tableau 3. Tranches finales de PNE ou de PGEF qui restent encore à présenter

Pays	Agence	Consommation (tonnes PAO)		Coût (\$US)	
		2007 (autorisé)	2008	Projet	Soutien
Antigua-et-Barbuda	Banque mondiale	1,6	0,1	27 900	2 511
Burundi	PNUE/ONUDI	8,9	1,0	94 000	(47 670)
République centrafricaine	France/PNUE	1,7	-	90 000	11 700
République démocratique du Congo	PNUD/PNUE	99,9	8,6	143 750	14 735
République populaire démocratique de Corée (*)	UNEP	66,3	33,5	10 000	1 300
Dominique	PNUD/PNUE	0,2	-	19 000	2 230
Guinée équatoriale	PNUE	4,7	2,3	75 000	9 750
Érythrée	PNUE/ONUDI	6,2	2,8	145 000	15 850
Guatemala	PNUE	33,7	1,4	32 000	4 160
Haïti	PNUE	25,4	2,3	65 000	8 450
Koweït	PNUE/ONUDI	72,1	33,0	105 000	13 250
République populaire démocratique lao	France	6,5	2,0	138 500	18 005
Pérou	PNUD/PNUE	43,4	-	261 000	23 838
Saint Kitts et Nevis	PNUD/PNUE	0,6	-	17 000	2 090
Saint Vincent et les Grenadines	PNUE	0,3	-	14 000	1 820
Arabie saoudite	PNUE/ONUDI	269,8	365,0	183 500	15 990
Sierra Leone	PNUD/PNUE	11,8	4,2	75 000	8 950
Suriname	PNUE	6,2	-	53 000	6 890
Tunisie	Banque mondiale	130,5	12,2	345 395	25 905
Turquie (**)	Banque mondiale	570,9	-	-	30 000
Total				1 894 045	169 754

(*) Financement reporté par le Comité exécutif à la 61^e réunion.

(**) Financement pour les coûts d'appui de l'agence seulement.

19. Les observations suivantes semblent pertinentes après examen des données du tableau, ci-dessus :

- a) À l'exception d'un pays (Arabie saoudite), la consommation de CFC en 2008, déclarée

aux termes de l'article 7 du Protocole de Montréal, est inférieure à la consommation maximale autorisée pour cette année;

- b) Sept des 20 pays visés à l'article 5 (République centrafricaine, Dominique, Pérou, Saint Kitts et Nevis, Saint Vincent et les Grenadines, Suriname et Turquie) ont déclaré une consommation de CFC nulle pour 2008;
- c) Le financement de la dernière tranche dans un pays (République démocratique populaire de Corée) a été reporté à la 61^e réunion par le Comité exécutif et le financement pour un autre pays (Turquie) concerne seulement les coûts d'appui de l'agence.

20. Compte tenu des stipulations de l'accord de PNE ou de PGEF entre un pays visé à l'article 5 et le Comité exécutif voulant que le financement soit octroyé au pays si les limites de la consommation annuelle de SAO indiquées dans l'accord sont respectées, le Comité exécutif pourrait envisager :

- a) Autoriser la présentation, à la 61^e réunion, des tranches de financement restantes pour des plans nationaux d'élimination (PNE) ou des plans de gestion de l'élimination finale (PGEF) dans les pays visés à l'article 5 à condition que les gouvernements concernés, avec l'aide des agences bilatérales et d'exécution respectives, envisagent la mise en place d'activités pour maintenir une consommation de CFC nulle et d'autres activités pour faciliter l'élimination des HCFC;
- b) Intégrer le financement des tranches de PNE ou de PGEF qui n'ont pas été présentées à la 61^e réunion dans les plans de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH) pertinents des pays concernés.

Projets d'élimination des HCFC avec une demande de financement supérieure à 5 millions \$US

21. Au nom du gouvernement du Pakistan, l'ONUDI a présenté à la 60^e réunion une proposition de projet cadre pour la reconversion des HCFC aux hydrocarbures dans cinq entreprises qui fabriquent des équipements de réfrigération domestique et/ou commerciale au Pakistan, pour un coût total supérieur à 6,25 millions \$US. Constatant que la proposition a été reçue seulement 8 semaines avant la réunion et non pas dans le délai obligatoire de 12 semaines pour des projets supérieurs à 5 millions \$US, tel que le Comité exécutif en a décidé dans sa décision 20/7², le Secrétariat a avisé l'ONUDI qu'il n'entamerait l'examen du projet qu'après la finalisation de tous les documents pour la 60^e réunion et lui a demandé de reporter le projet à la 61^e réunion du Comité exécutif.

22. Suite à cette demande, l'ONUDI a divisé la proposition de projet initiale en deux pour les mêmes cinq entreprises, chacune ayant un niveau de financement inférieur à 5 millions \$US elle n'était donc plus soumise aux exigences de la décision 20/7. Le Secrétariat a examiné les deux propositions de projet, considérant non seulement leurs coûts mais surtout le fait qu'avec la reconversion de ces entreprises, le gouvernement du Pakistan pourrait être en mesure d'atteindre les objectifs de conformité de 2013 et 2015 pour les HCFC. En outre, il serait possible d'obtenir des réductions de coûts dans certains éléments du

² Les projets relevant du secteur de la consommation pour lesquels le financement demandé dépasse 5 millions \$US seraient soumis intégralement au Secrétariat du Fonds 12 semaines avant la réunion du Comité exécutif à laquelle ils seraient examinés. Pour les projets autres que les projets parapluies : i) que, sur demande, l'agence d'exécution intéressée devrait fournir tout renseignement complémentaire, notamment les détails sur les conditions de base outre ceux qui sont normalement fournis, les plans d'usine, la description, la justification et l'établissement des coûts de tous les éléments significatifs; ii) que le processus d'analyse et d'examen pourrait, si cela s'avérait justifié, comprendre une visite conjointe par l'inspecteur du Secrétariat du Fonds et l'agence d'exécution intéressée (décision 20/7).

projet (tel que la formation, l'assistance technique, les essais, la mise en route de l'usine et peut-être aussi dans le coût unitaire d'éléments d'équipements similaires lorsque plusieurs unités sont requises) si les cinq entreprises sont considérées ensemble et non individuellement.

23. L'examen des propositions de projet couvrant les cinq usines de fabrication de réfrigérateurs domestiques et commerciaux au Pakistan était plus complexe et a demandé plus de temps que d'autres projets similaires pour les raisons suivantes :

- a) Il fallait analyser la consommation globale de HCFC dans le pays afin d'évaluer si les réductions de la consommation de HCFC associées aux projets seront suffisantes pour respecter les objectifs de conformité de 2013 et 2015 (selon les exigences de la décision 54/39d)³. Cette analyse a été effectuée en l'absence d'un PGEH final qui contiendra une description complète des hypothèses utilisées pour prévoir la consommation de HCFC;
- b) Trois des cinq entreprises couvertes par les projets soumis à la 60^e réunion ont reçu du financement du Fonds multilatéral pour éliminer le CFC-11 (mousses) et le CFC-12 (réfrigération). Pour ces entreprises, il a fallu revoir les projets approuvés précédemment;
- c) L'introduction des technologies aux hydrocarbures, notamment dans les entreprises de réfrigération domestique, est relativement complexe car ces entreprises ont plus d'une chaîne de production pour l'isolation des composants des réfrigérateurs.

24. Pour permettre un examen détaillé des projets de HCFC dans le secteur de la consommation, avec une demande de financement supérieure à 5 millions \$US, que des pays visés à l'article 5 pourraient présenter en 2010 avant l'achèvement de leurs PGEH, le Comité exécutif pourrait demander aux agences bilatérales et d'exécution d'aider ces pays à présenter une seule proposition de projet couvrant toutes les entreprises du secteur ou sous-secteur concerné, 12 semaines avant la réunion à laquelle elle sera étudiée.

Projets d'élimination des HCFC dans les entreprises de réfrigération domestique et commerciale

25. La majorité des propositions de projet approuvées pour la reconversion d'entreprises de fabrication dans la réfrigération domestique et commerciale incluait du financement pour l'élimination du CFC-11, utilisé dans la production de mousse isolante de polyuréthane rigide et du CFC-12, utilisé comme frigorigène. Les deux technologies de remplacement choisies pour le CFC-11 étaient le HCFC-141b et le cyclopentane; pour le remplacement du CFC-12, la majorité des entreprises ont choisi le HFC-134 comme frigorigène, sauf quelques entreprises de réfrigération domestique qui ont choisi l'isobutane. Le tableau 4 résume les projets de reconversion du Fonds multilatéral pour des entreprises de réfrigération domestique et commerciale.

³ Pour les pays qui décident d'exécuter des projets d'investissement avant l'achèvement du PGEH: i) l'approbation de chaque projet devrait entraîner une élimination des HCFC imputable à la consommation identifiée dans le plan de gestion de l'élimination finale, et aucun de ces projets ne pourra être approuvé après 2010, à moins qu'il ne fasse partie du plan de gestion de l'élimination finale; ii) dans le cas de projets individuels, la soumission du premier projet devrait indiquer les liens entre les projets de démonstration et le plan de gestion de l'élimination finale ou préciser à quel moment le plan de gestion de l'élimination finale sera soumis (décision 54/39d).

Tableau 4. Projets approuvés pour la reconversion d'entreprises de réfrigération domestique et commerciale

Nombre de projets	Coût (millions \$US)		Consommation (tonnes PAO)		
			CFC-11 (mousse)		CFC-12 (frigorigène)
	Projet	Soutien	au HCFC-141b	au cyclopentane	
Domestique					
87	46,0	4,6	4 515		1 754
96	150,5	17,0		13 583	3 169
<i>Total: 183</i>	<i>196,5</i>	<i>21,6</i>	<i>4 515</i>	<i>13 583</i>	<i>4 923</i>
Commerciale					
225	52,7	6,7	3 130		1 419
23	12,9	1,4		779	268
<i>Total: 248</i>	<i>65,6</i>	<i>8,1</i>	<i>3 130</i>	<i>779</i>	<i>1 687</i>

26. La reconversion des entreprises de réfrigération domestique et commerciale à des solutions de remplacement sans CFC a été examinée dans le secteur de la réfrigération bien que la consommation de CFC-11, utilisé comme agent de gonflage des mousses, représentait 79 pour cent et 70 pour cent de l'ensemble des CFC utilisés dans les sous-secteurs de la réfrigération domestique et commerciale, respectivement. Les seuils des valeurs coût-efficacité dans le secteur de la réfrigération, utilisés depuis leur adoption par le Comité exécutif à sa 16^e réunion, sont de 13,76 \$US/kg pour la réfrigération domestique et de 15,21 \$US/kg pour la réfrigération commerciale. Lorsque des technologies à base d'hydrocarbures ont été sélectionnées pour remplacer les CFC dans des projets de réfrigération domestique, le numérateur a été réduit d'un pourcentage pouvant atteindre 35 pour cent aux fins de calcul de la valeur coût-efficacité pour tenir compte du coût plus élevé des technologies à base d'hydrocarbures, dû essentiellement aux facteurs de sécurité (décision 17/14). Toutefois, cet ajustement n'a pas été appliqué au sous-secteur de la réfrigération commerciale.⁴

27. La reconversion de toutes les entreprises de réfrigération domestique à base de HCFC et de toutes les entreprises de réfrigération commerciale utilisant le HFC-134 comme frigorigène, à des solutions de remplacement sans SAO concerne seulement le HCFC-141b, utilisé comme agent de gonflage des mousses. Par conséquent, ces projets pourraient être examinés dans le secteur des mousses plutôt que dans celui de la réfrigération. Étant donné que l'introduction des technologies à base d'hydrocarbures, notamment dans les entreprises de réfrigération domestique⁵, est plus complexe que dans d'autres applications de mousse rigide puisque ces entreprises ont normalement plus d'une chaîne de production pour l'isolation des composants (portes et armoires) avec plusieurs distributeurs de mousse, et qu'elle exige aussi des équipements de production additionnels (nouvelles cuves de stockage et pré-mélangeurs), des modifications d'un grand nombre de gabarits et montages et l'installation d'équipements de sécurité dans toute l'entreprise, le seuil coût-efficacité de 7,83 \$US/kg pour le sous-secteur des mousses rigides ne serait peut-être pas applicable. Toutefois, l'établissement d'un seuil coût-efficacité exigera des

⁴ Suite à l'analyse par le Secrétariat des projets de réfrigération commerciale, le Comité exécutif a décidé qu'il n'était pas nécessaire d'appliquer un coefficient d'actualisation pour tenir compte des coûts supplémentaires liés à la sécurité qui sont propres aux technologies à base d'hydrocarbures, parce qu'en moyenne les projets utilisant des technologies à base d'hydrocarbures avaient déjà un rapport coût-efficacité qui se situe dans une marge de 1 pour cent de la valeur du seuil pour le secteur, et qu'ils ne seraient donc pas désavantagés lors de l'examen des projets aux fins de financement (décision 20/45).

⁵ Les technologies à base d'hydrocarbures (principalement le cyclopentane pour les mousses isolantes) ont été retenues comme la solution privilégiée pour le remplacement des SAO par les entreprises qui fabriquent des réfrigérateurs domestiques et commerciaux, lorsque la taille de l'entreprise permet un investissement concurrentiel. Les autres technologies performant moins bien pour la valeur d'isolation et la densité de la mousse produite (CO₂), sont trop coûteuses (coûts d'exploitation) et ont des valeurs de potentiel de réchauffement de la planète (PRG) (à base de HFC) ou n'ont pas suffisamment fait leurs preuves pour cette application (formate de méthyle, méthylal).

renseignements supplémentaires provenant de l'expérience acquise à travers l'examen des projets d'élimination des HCFC comme projets autonomes (en 2010) et/ou comme composants des PGEH.

28. Le Comité exécutif pourrait envisager que les projets de reconversion d'entreprises de réfrigération domestique et/ou commerciale dans lesquelles la consommation totale de HCFC est utilisée comme agent de gonflage, soient examinés dans le secteur des mousses comme mousse rigide isolante pour la réfrigération; et fixer le seuil coût-efficacité à une prochaine réunion après avoir recueilli suffisamment d'informations à travers l'examen des projets d'élimination des HCFC comme projets autonomes et/ou composants des PGEH.

Projets et activités proposés pour approbation générale

29. L'annexe I au présent document contient la liste des 48 projets et activités, s'élevant à 8 129 123 \$US, recommandés pour approbation générale. L'approbation de ces projets par le Comité exécutif couvre les conditions ou dispositions pertinentes incluses dans les fiches d'évaluation du projet correspondant ainsi que l'approbation des programmes de mise en œuvre associés aux tranches pertinentes des projets pluriannuels.

Projets d'investissement soumis pour examen individuel

30. Un total de 40 projets et activités d'une valeur de 40 464 688 \$US, tel que présenté, sont soumis pour examen individuel. Les questions liées aux projets ne portant pas sur des investissements figurent dans le document de coopération bilatérale (UNEP/OzL.Pro/ExCom/60/16) et dans les amendements aux programmes de travail pertinents des agences d'exécution (UNEP/OzL.Pro/ExCom/60/17 pour le PNUD; UNEP/OzL.Pro/ExCom/60/18 pour le PNUE; UNEP/OzL.Pro/ExCom/60/19 pour l'ONUDI et UNEP/OzL.Pro/ExCom/60/20 pour la Banque mondiale).

31. Le tableau suivant regroupe les 15 projets d'investissement soumis pour examen individuel, avec une brève explication des questions à traiter :

Tableau 5. Projets d'investissement soumis pour examen individuel

Pays	Projet	Agence	Question	document ExCom
Mousses				
Colombie	Projet de démonstration pour valider l'utilisation de CO ₂ super-critique dans la fabrication de mousse de polyuréthane rigide pulvérisée	Japon	Projet de démonstration sur les HCFC. Coûts acceptés.	60/25
Colombie	Plan de reconversion des HCFC aux hydrocarbures dans la production de mousse isolante de polyuréthane rigide dans le sous-secteur de la réfrigération domestique (Mabe Colombie, Industrias Haceb, Challenger et Indusel S.A.) Challenger)	PNUD	Projet d'investissement pour les HCFC. Coûts acceptés.	60/25
Croatie	Élimination du HCFC-141b dans la fabrication de mousses de polyuréthane rigide et de pellicule intégrale chez Poly-Mix	Italie	Projet d'investissement pour les HCFC. Deux technologies proposées. Coûts acceptés.	60/27
Pakistan	Élimination du HCFC-141b dans la fabrication de mousse isolante de PU rigide dans les sociétés United Refrigeration, HNR (Haier), Varioline Intercool et Shadman Electronics	ONUDI	Projet d'investissement pour les HCFC. Coûts acceptés.	60/36
Pakistan	Élimination du HCFC-141b dans la fabrication de mousse isolante de PU rigide chez Dawlance	ONUDI	Projet d'investissement pour les HCFC. Coûts acceptés.	60/36
Turquie	Validation de l'utilisation du HFO-1234ze comme agent de gonflage dans la fabrication de planches de mousse de polystyrène extrudée (phase I)	PNUD	Projet d'investissement pour les HCFC. Coûts acceptés.	60/41
Fumigènes				
Chili	Élimination nationale du bromure de méthyle – projet final (première tranche)	ONUDI/ PNUE	Accord pluriannuel. Aucune question en suspens. Coûts acceptés	60/23
Plan d'élimination				
Bangladesh	Plan national d'élimination des SAO (cinquième, sixième et septième tranches)	PNUD/ PNUE	Consommation de CFC supérieure au niveau autorisé dans l'accord à cause d'une forte consommation pour les inhalateurs à doseur.	60/21
Égypte	Plan national d'élimination des CFC (quatrième et cinquième tranches)	ONUDI	Consommation de CFC supérieure au niveau contenu dans l'accord à cause de la fabrication d'inhalateurs à doseur	60/28
PGEH				
ex-République yougoslave de Macédoine	Plan de gestion de l'élimination des HCFC (phase I, première tranche)	ONUDI	PGEH (déjà présenté à la 59 ^e réunion)	60/40
Maldives	Plan de gestion de l'élimination des HCFC (première tranche)	PNUD/ PNUE	PGEH pour l'élimination complète des HCFC	60/33
Réfrigération				
Chine*	Projet de démonstration pour la reconversion de la technologie à base de HCFC-22 à la technologie à base de HFC-32 dans la fabrication de refroidisseurs/ pompes à chaleur commerciaux à base d'air chez Tsinghua Tong Fang Artificial Environment Co. Ltd.	PNUD	Projet de démonstration sur les HCFC. Coûts pas encore acceptés.	60/24
Chine*	Projet de démonstration pour la reconversion de la technologie à base de HCFC-22 à la technologie à base d'ammoniac/CO ₂ dans la fabrication de systèmes de réfrigération en 2 phases pour des applications d'entreposage réfrigéré et de congélation chez Yantai Moon Group Co. Ltd.	PNUD	Projet de démonstration sur les HCFC. Coûts pas encore acceptés	60/24
Jordanie*	Élimination du HCFC-22 et du HCFC-141b dans la fabrication d'équipements unitaires de climatisation chez Petra Engineering Industries Co.	ONUDI	Projet de démonstration sur les HCFC. Coûts pas encore acceptés	60/31
Destruction				
Mexique*	Projet de démonstration sur la destruction des SAO indésirables (phase I)	France/ ONUDI	Projet de destruction des SAO. Coûts pas encore acceptés.	60/34

(*)Si aucun accord n'est intervenu sur le niveau de financement deux semaines avant la 60^e réunion, le projet serait reporté à une réunion ultérieure, tel que requis par la décision 20/15.

List of projects and activities recommended for blanket approval

UNEP/OzL.Pro/ExCom/60/15
Annex I

Project Title	Agency	ODP (tonnes)	Funds recommended (US\$)			C.E. (US\$/kg)
			Project	Support	Total	
BAHRAIN						
REFRIGERATION						
Preparation of project proposal						
Preparation for HCFC phase-out investment activities (air conditioning sector)	UNIDO		\$30,000	\$2,250	\$32,250	
SEVERAL						
Ozone unit support						
Extension of institutional strengthening project (phase VI)	UNEP		\$52,500	\$0	\$52,500	
Total for Bahrain			\$82,500	\$2,250	\$84,750	
BOTSWANA						
PHASE-OUT PLAN						
HCFC phase out plan						
Preparation of a HCFC phase-out management plan	Germany		\$150,000	\$19,500	\$169,500	
CFC phase out plan						
Terminal phase-out management plan (second tranche)	Germany		\$50,000	\$6,500	\$56,500	
Total for Botswana			\$200,000	\$26,000	\$226,000	
BRAZIL						
SEVERAL						
Ozone unit support						
Extension of institutional strengthening project (phase VI)	UNDP		\$307,125	\$23,034	\$330,159	
Total for Brazil			\$307,125	\$23,034	\$330,159	
CHILE						
PHASE-OUT PLAN						
CFC phase out plan						
Servicing sector terminal CFC phase-out plan (second tranche)	Canada	32.9	\$261,500	\$33,995	\$295,495	
Total for Chile			32.9	\$261,500	\$33,995	\$295,495
CONGO						
PHASE-OUT PLAN						
CFC phase out plan						
Terminal phase-out management plan (second tranche)	UNEP		\$42,000	\$5,460	\$47,460	
Terminal phase-out management plan (second tranche)	UNIDO	1.8	\$45,000	\$4,050	\$49,050	
Total for Congo			1.8	\$87,000	\$9,510	\$96,510
ECUADOR						
FOAM						
Preparation of project proposal						
Preparation for HCFC phase-out investment activities (foam manufacturing sector)	UNIDO		\$60,000	\$4,500	\$64,500	
Total for Ecuador			\$60,000	\$4,500	\$64,500	

List of projects and activities recommended for blanket approval

UNEP/OzL.Pro/ExCom/60/15
Annex I

Project Title	Agency	ODP (tonnes)	Funds recommended (US\$)		C.E. (US\$/kg)
			Project	Support	
GRENADA					
SEVERAL					
Ozone unit support					
Extension of the institutional strengthening project (phase III)	UNEP		\$52,500	\$0	\$52,500
Total for Grenada			\$52,500		\$52,500
GUATEMALA					
FOAM					
Preparation of project proposal					
Preparation for HCFC phase-out investment activities (foam sector)	UNIDO		\$60,000	\$4,500	\$64,500
Total for Guatemala			\$60,000	\$4,500	\$64,500
GUINEA					
PHASE-OUT PLAN					
CFC phase out plan					
Terminal phase-out management plan (second tranche)	UNIDO	1.5	\$60,000	\$5,400	\$65,400
Terminal phase-out management plan (second tranche)	UNEP		\$58,000	\$7,540	\$65,540
Total for Guinea			1.5	\$118,000	\$12,940
GUINEA-BISSAU					
PHASE-OUT PLAN					
CFC phase out plan					
Terminal phase-out management plan (second tranche)	UNEP	3.9	\$37,500	\$4,875	\$42,375
Total for Guinea-Bissau			3.9	\$37,500	\$4,875
INDIA					
SEVERAL					
Ozone unit support					
Extension of institutional strengthening project (phase VIII)	UNDP		\$326,576	\$24,493	\$351,069
Total for India			\$326,576	\$24,493	\$351,069
IRAQ					
PHASE-OUT PLAN					
HCFC phase out plan					
Preparation of a HCFC phase-out management plan	UNEP		\$100,000	\$13,000	\$113,000
Total for Iraq			\$100,000	\$13,000	\$113,000
JORDAN					
REFRIGERATION					
Preparation of project proposal					
Preparation of a HCFC refrigeration sector plan (commercial)	IBRD		\$30,000	\$2,250	\$32,250
Total for Jordan			\$30,000	\$2,250	\$32,250

List of projects and activities recommended for blanket approval

UNEP/OzL.Pro/ExCom/60/15
Annex I

Project Title	Agency	ODP (tonnes)	Funds recommended (US\$)		C.E. (US\$/kg)
			Project	Support	
KENYA					
FUMIGANT					
Preparation of project proposal					
Project preparation for the elimination of controlled uses of methyl bromide in post-harvest sector	UNIDO		\$40,000	\$3,000	\$43,000
Total for Kenya			\$40,000	\$3,000	\$43,000
KYRGYZSTAN					
PHASE-OUT PLAN					
CFC phase out plan					
Terminal CFC phase-out management plan (third tranche)	UNDP	5.0	\$60,000	\$4,500	\$64,500
Terminal CFC phase-out management plan (third tranche)	UNEP		\$25,300	\$3,289	\$28,589
Total for Kyrgyzstan			5.0	\$85,300	\$7,789
MEXICO					
FUMIGANT					
Methyl bromide					
National methyl bromide phase-out plan (second tranche)	Spain	50.0	\$800,000	\$93,000	\$893,000
National methyl bromide phase-out plan (second tranche)	Canada	50.0	\$500,000	\$58,527	\$558,527
National methyl bromide phase-out plan (second tranche)	UNIDO	250.0	\$2,000,000	\$150,000	\$2,150,000
Total for Mexico			350.0	\$3,300,000	\$301,527
MONGOLIA					
FOAM					
Preparation of project proposal					
Preparation for HCFC phase-out investment activities (XPS foam manufacturing sector)	Japan		\$60,000	\$7,800	\$67,800
SEVERAL					
Ozone unit support					
Renewal of the institutional strengthening project (phase VI)	UNEP		\$42,500	\$0	\$42,500
Total for Mongolia			\$102,500	\$7,800	\$110,300
MOROCCO					
FOAM					
Preparation of project proposal					
Preparation for HCFC phase-out investment activities (foam sector)	UNIDO		\$60,000	\$4,500	\$64,500
REFRIGERATION					
Preparation of project proposal					
Preparation for HCFC phase-out investment activities (refrigeration and air conditioning sectors)	UNIDO		\$40,000	\$3,000	\$43,000
Total for Morocco			\$100,000	\$7,500	\$107,500

List of projects and activities recommended for blanket approval

UNEP/OzL.Pro/ExCom/60/15
Annex I

Project Title	Agency	ODP (tonnes)	Funds recommended (US\$)		C.E. (US\$/kg)
			Project	Support	
MOZAMBIQUE					
FUMIGANT					
Technical assistance/support					
Technical assistance for the elimination of controlled uses of methyl bromide in soil fumigation	UNIDO		\$40,000	\$3,600	\$43,600
Total for Mozambique			\$40,000	\$3,600	\$43,600
NICARAGUA					
PHASE-OUT PLAN					
CFC phase out plan					
Terminal phase-out management plan for Annex A Group I substances (second tranche)	UNEP		\$70,000	\$9,100	\$79,100
Total for Nicaragua			\$70,000	\$9,100	\$79,100
PARAGUAY					
PHASE-OUT PLAN					
CFC phase out plan					
Terminal phase-out management plan for Annex A Group I substances (fourth tranche)	UNEP		\$24,000	\$3,120	\$27,120
Terminal phase-out management plan for Annex A Group I substances (fourth tranche)	UNDP		\$21,000	\$1,575	\$22,575
Total for Paraguay			\$45,000	\$4,695	\$49,695
PHILIPPINES					
SEVERAL					
Ozone unit support					
Extension of institutional strengthening project (phase VII)	IBRD		\$158,491	\$11,887	\$170,378
Total for Philippines			\$158,491	\$11,887	\$170,378
QATAR					
FOAM					
Preparation of project proposal					
Preparation for HCFC phase-out investment activities (foam sector)	UNIDO		\$80,000	\$6,000	\$86,000
Total for Qatar			\$80,000	\$6,000	\$86,000
SERBIA					
PHASE-OUT PLAN					
CFC phase out plan					
National CFC phase-out plan (fourth and fifth tranches)	UNIDO	268.0	\$193,500	\$14,513	\$208,013
Total for Serbia		268.0	\$193,500	\$14,513	\$208,013
SOMALIA					
PHASE-OUT PLAN					
HCFC phase out plan					
Preparation of a HCFC phase-out management plan	UNIDO		\$85,000	\$6,375	\$91,375
Total for Somalia			\$85,000	\$6,375	\$91,375

List of projects and activities recommended for blanket approval

UNEP/OzL.Pro/ExCom/60/15
Annex I

Project Title	Agency	ODP (tonnes)	Funds recommended (US\$)			C.E. (US\$/kg)
			Project	Support	Total	
THAILAND						
PHASE-OUT PLAN						
CFC phase out plan						
National CFC phase-out plan: 2010-2012 annual implementation plan	IBRD	501.6	\$385,000	\$34,650	\$419,650	
Total for Thailand		501.6	\$385,000	\$34,650	\$419,650	
URUGUAY						
REFRIGERATION						
Preparation of project proposal						
Preparation for HCFC phase-out investment activities (refrigeration manufacturing sector)	UNIDO		\$50,000	\$3,750	\$53,750	
PHASE-OUT PLAN						
CFC phase out plan						
Terminal phase-out management plan for Annex A Group I Substances (third tranche)	Canada		\$30,000	\$3,900	\$33,900	
Terminal phase-out management plan for Annex A Group I Substances (third tranche)	UNDP	29.9	\$45,000	\$3,375	\$48,375	
Total for Uruguay		29.9	\$125,000	\$11,025	\$136,025	
VENEZUELA						
FOAM						
Preparation of project proposal						
Preparation for HCFC phase-out investment activities (foam sector)	UNIDO		\$100,000	\$7,500	\$107,500	
REFRIGERATION						
Preparation of project proposal						
Preparation for HCFC phase-out investment activities (refrigeration and air conditioning manufacturing sector)	UNIDO		\$100,000	\$7,500	\$107,500	
Total for Venezuela			\$200,000	\$15,000	\$215,000	
VIETNAM						
FOAM						
Preparation of project proposal						
Preparation of a HCFC foam sector plan	IBRD		\$100,000	\$7,500	\$107,500	
REFRIGERATION						
Preparation of project proposal						
Preparation of a HCFC refrigeration sector plan	IBRD		\$100,000	\$7,500	\$107,500	
Total for Vietnam			\$200,000	\$15,000	\$215,000	
YEMEN						
PHASE-OUT PLAN						
ODS phase out plan						
National ODS phase-out plan (second tranche)	UNEP		\$140,000	\$18,200	\$158,200	
National ODS phase-out plan (second tranche)	UNIDO		\$233,000	\$17,475	\$250,475	
Total for Yemen			\$373,000	\$35,675	\$408,675	

List of projects and activities recommended for blanket approval

UNEP/OzL.Pro/ExCom/60/15
Annex I

Project Title	Agency	ODP (tonnes)	Funds recommended (US\$)			C.E. (US\$/kg)
			Project	Support	Total	
ZIMBABWE						
PHASE-OUT PLAN						
CFC phase out plan						
National phase-out of Annex A (Group I) substances (phase II, fourth tranche)	Germany		\$40,000	\$5,108	\$45,108	
Total for Zimbabwe			\$40,000	\$5,108	\$45,108	
REGION: EUR						
SEVERAL						
Technical assistance/support						
Initiating regional cooperation to enforce ODS trade controls in Europe and Central Asia network countries (second tranche)	UNEP		\$27,500	\$3,575	\$31,075	
Initiating regional cooperation to enforce ODS trade controls in Europe and Central Asia network countries (second tranche)	Czech Rep		\$80,500	\$10,465	\$90,965	
Total for Region: EUR			\$108,000	\$14,040	\$122,040	
GRAND TOTAL		1,194.6	\$7,453,492	\$675,631	\$8,129,123	